

# Burundi : risque de crise régionale, risque de paralysie internationale

GRANDS LACS Plus de 220.000 citoyens burundais se sont réfugiés dans les pays voisins

La crise qui dévaste le Burundi depuis avril dernier va-t-elle dégénérer en conflit régional ? A l'heure actuelle déjà, plus de 220.000 citoyens burundais se sont réfugiés dans les pays voisins, principalement le Rwanda, la Tanzanie et la République démocratique du Congo. Au Sud-Kivu, les craintes d'une contagion sont de plus en plus vives. Elles rappellent la manière dont, dès 1994, la région avait dû faire face à l'afflux de réfugiés hutus ayant fui le Rwanda à la suite du génocide des Tutsis. Nul n'a oublié que ces immenses camps accueillant plus d'un million de réfugiés et transformés en bastions militaires hostiles au nouveau régime de Kigali avaient été à l'origine des deux guerres du Congo dont l'armée rwandaise avait été le fer de lance et dont les effets se font sentir aujourd'hui encore.

Plus que tout, les Congolais craignent de faire les frais de la déstabilisation du Burundi et d'être, malgré eux, entraînés dans la guerre. C'est ainsi que dans la ville d'Uvira, voisine du Burundi, les autorités congolaises ont présenté 43 jeunes hommes de 20 à 30 ans, décrits comme des « *rebelles burundais infiltrés* ». Suivant le général de brigade Bahati, responsable local des opérations de l'armée congolaise, « *un certain nombre de ces hommes ont déclaré avoir suivi un entraînement au Rwanda et ont tenté de s'infiltrer au Burundi en passant par la RDC* ».

Selon l'armée congolaise, ces présumés rebelles ont été arrêtés pour certains dans un camp de réfugiés et pour d'autres à l'issue

de combats avec les militaires congolais. En outre une vingtaine d'entre eux étaient détenteurs de cartes d'électeurs congolais, tenant lieu de documents d'identité...

Plusieurs sources privées nous ayant confirmé, depuis plusieurs semaines, la porosité des frontières et l'acheminement de combattants burundais via le Sud-Kivu, deux questions se posent : vingt ans après la première guerre du Congo, le Kivu ne va-t-il pas assister à un remake de la tragédie qui avait commencé en 1996 ? Et surtout, la crise du Burundi et ses débordements ne sont-ils pas une nouvelle démonstration de l'impuissance de l'ONU et plus largement de la communauté internationale ?

En décembre dernier le quotidien britannique *The Guardian* se demandait si les Nations unies n'avaient pas cédé trop facilement aux demandes du gouvernement burundais en acceptant, en décembre 2014, de fermer la Bnub (Mission des Nations unies pour le Burundi), une mission qui se composait d'observateurs militaires et politiques suivant de près les développements de la situation et qui fut remplacée par une modeste mission d'observation des élections, la Menub - Mission d'observation électorale des Nations unies au Burundi.

Les moyens et les tâches assignés à la Menub étaient extrêmement limités : son seul mandat était d'observer mais sans être capable de prévenir les manifestations violentes qui allaient suivre la décision du président Nkurunziza de se présenter aux élections et d'exercer un troisième mandat. Alors que la Bnub disposait d'un mandat qui lui permettait de promouvoir le dialogue, de lutter contre l'impunité, de nouer d'étroits contacts avec la société civile et la presse, d'intervenir dans les politiques économiques (ce qui, aux yeux du parti au pouvoir était souvent perçu comme de l'ingérence), la Menub, de l'avis général, était réduite à l'impuissance, ne disposant même pas de conseillers politiques capables de réaliser une évaluation correcte de la situation et de la montée des périls.

A cette cécité onusienne s'est ajoutée l'impuissance africaine : alors que le Conseil de l'Union africaine pour la paix et la sécurité avait décidé d'envoyer 5.000 hommes au Burundi afin d'empêcher une extension des violences, Bujumbura a récusé cette décision, assurant que les soldats africains seraient traités comme une force d'invasion étrangère. Le Conseil de sécurité de l'ONU, de son côté, a refusé de donner son aval à une opération militaire africaine, la Chine et la Russie bloquant toute décision...

Cette impuissance de la communauté internationale est d'autant plus symptomatique que le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde, dépendant à 60 % de l'aide étrangère... ■

COLETTE BRAECKMAN

**SUR LE TERRAIN****4 soldats congolais  
tués au Nord-Kivu**

Six personnes - quatre militaires congolais et deux présumés rebelles ougandais - ont été tuées mercredi lors d'une attaque contre des positions de l'armée congolaise et des Casques bleus de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) dans l'est du pays, a indiqué jeudi la radio onusienne Okapi. L'attaque, finalement repoussée, s'est produite à quelque 50 km de Beni, dans la province du Nord-Kivu. (afp)

**Les Congolais, en particulier, craignent de faire les frais de la déstabilisation du Burundi et d'être, malgré eux, entraînés dans la guerre**